

UN MILITANT ALGÉRIEN PARLE

C'est dans un café algérien que j'ai retrouvé le frère Amar Kharroubi. Et lorsque je dis frère, il ne s'agit pas d'une expression rituelle, mais d'un sentiment ressenti face à cet homme, comme de ces centaines de militants moyens qui sont une des richesses du mouvement algérien ; hommes et militants qui, sans souci de leur vie, ont consacré toutes leurs forces, leur énergie à reconquérir avec tout un peuple leur indépendance, leur dignité. Il est revenu d'Algérie il y a quelques semaines, après avoir milité des années durant en France.

Sans doute, on ne peut de son expérience prétendre tirer une appréciation générale. Néanmoins, elle semble une illustration de la situation du peuple algérien, de son intervention dans les derniers événements, comme de ses aspirations.

L. C. — Dans quelles circonstances estu retourné en Algérie ?

A. K. — Il y avait ces différends entre dirigeants en Algérie, l'opposition ici de la Fédération au Bureau politique, pas d'information, la presse ne disait rien, nous ne savions rien, les frères m'ont soutenu lorsque j'ai proposé d'aller voir au pays.

Je suis arrivé à Castiglione où il y a toute ma famille ; il y avait un grand mécontentement contre la Willaya IV, contre la délégation qu'elle avait désignée pour diriger la municipalité. Il y avait des vols, des réquisitions abusives, des viols. Par exemple, un sergent, chef d'une khatiba, avait fait réquisitionné trois villas, une à Castiglione, une à Fouka-Marine, et une troisième à Douada-Marine. Il prenait des meubles dans d'autres maisons, abandonnées par les Européens.

Chacun faisait ce qu'il voulait, c'était l'anarchie, ils avaient créé une taxe sur les achats. Tout était permis aux djounouds, mais rien n'était fait pour la population. Cependant la plupart des 300 soldats de la Willaya IV qui étaient dans la région, étaient dans le maquis depuis six mois, un an. Pour la police, on avait recruté des jeunes de 19-20 ans.

L. C. — Qu'avez-vous fait ?

A. K. — Il y a eu la déclaration de Khider. Un soir, nous étions quatre, nous avons discuté et décidé de créer un co-

mité de vigilance. Il était huit heures ; à dix heures, nous avions réuni 50 militants, anciens de l'O.P. (1), des fedayins (2).

Nous avons désigné un comité de dix membres, en décidant de l'élargir plus tard de cinq autres. Ensuite nous avons télégraphié au Bureau politique au nom du Comité de vigilance pour l'assurer de notre soutien et réclamer une commission d'enquête sur ce qui se passait à Castiglione, et contre les actes de la délégation mise en place par la Willaya IV.

Nous sommes allés à Alger, j'ai vu différents frères, puis finalement Mahjoub, qui s'occupe des comités de vigilance avec Rabah Bitat. Il nous a dit qu'il fallait organiser ce comité et qu'il devait rester près du peuple, ne rien faire qui soit contre ses intérêts, écarter les intérêts personnels. Il nous a dit aussi qu'il s'agissait de convertir le F.L.N. et que les comités c'était le premier pas, qu'il fallait aussi faire des cellules, lancer des groupes de jeunes, organiser les femmes.

Alors nous sommes rentrés ; tout le monde chez nous savait qu'il y avait un comité de vigilance avec les noms puisque la presse et la radio en avaient parlé. Et dès le départ, quatre sur sept membres de l'ancienne délégation avaient démissionné. Il ne restait que le président, le vice-président et le trésorier.

L. C. — Qui était ces trois hommes ?

A. K. — Le président était un adjudant retraité de l'armée française qui travaillait dans l'O.P., mais depuis les premières discussions d'Evian. Le vice-président, il était laitier pendant la guerre, il n'avait jamais d'argent pour les cotisations et menaçait d'aller voir la police.

Le trésorier aussi était commerçant, mais c'était un paravent, il suivait.

(1) Organisation Politique, chargée durant la guerre du travail du F.L.N. dans les communes.

(2) Fedayins : partisans qui étaient restés dans les villages, participaient à une embuscade, un attentat et revenaient chez eux poursuivre leur travail.

Comité de Castiglione pour le Soutien du BUREAU POLITIQUE

La Population de CASTIGLIONE manifeste contre le Comité du 19 Mars et ses complices

La Population de CASTIGLIONE soutient entièrement le BUREAU POLITIQUE

La Population de CASTIGLIONE demande une Commission d'Enquête d'urgence

Une affichette sur les murs de Castiglione...

L. C. — Alors, qu'avez-vous fait après la délégation à Alger ?

A. K. — Nous avons prévu l'organisation d'une manifestation. Le 16 septembre, nous avons tenu une réunion pour la préparation, nous étions quatre cents. Tous les secteurs de la ville étaient là, il y avait des représentants des maraichers, des pêcheurs, des commerçants, de la conserverie, on organisa tout. Les femmes n'étaient pas là, car il y a toujours les croyances. Nous avions distribué des tracts, collé des affichettes, préparé des pancartes.

Le lendemain, le 17 septembre, nous avons fait la manifestation. Le commissaire de police était avec nous, c'était un ancien de l'O.P., son père, zonal de l'O.P., a été tué juste après le cessez-le-feu par l'O.A.S. La délégation essaya de désarmer la police, surtout que le commissaire avait éliminé systématiquement peu à peu les ralliés de la dernière heure. Mais ils n'ont pas pu le faire. Il disait tout ce qu'ils préparaient. Comme cela nous avons appris que la

délégation avait démissionné le matin à 11 heures, mais nous n'en étions pas sûrs.

Alors, à cinq heures, ça a commencé, les groupes partis du quartier de l'Ouest et du quartier de l'Est se sont rencontrés, nous étions bien 5.000... A Castiglione, il y a 20.000 habitants, dont 17.000 Algériens. Nous avons crié « Vive le Bureau politique » et aussi « A bas le 19 mars », cela voulait dire à bas ceux désignés le 19 mars, à bas les ralliés de la dernière heure. Nous avons été à la mairie et, en haut des marches, nous avons présenté le comité de vigilance au peuple. Il faut te dire que la veille de la réunion des 400, nous avions complété le comité ; nous avons discuté de huit heures du soir à une heure du matin. On disait un tel ou un tel ; finalement, on a fait un vote. Sur dix noms environ, on en a élu cinq. Alors on a constitué une nouvelle délégation : les cinq élus par le peuple, puis deux autres pris dans les dix premiers du Comité de Vigilance.

L. C. — Qui étaient ces sept ?

A. K. — Il y avait Firoud Boualem, un instituteur ; Abdelkader, c'est un chef de travaux des Ponts et Chaussées ; un maçon, Kefta ; un maraicher, Si Chkir ; un commerçant, Aouf Areski, et puis moi. On avait voulu mettre un Français d'Algérie, mais il a refusé, disant qu'il ne voulait pas faire de politique. Je crois qu'il avait peur de la Willaya.

L. C. — Comment s'est achevée la manifestation ?

A. K. — Eh bien, le secrétaire de mairie, un pied-noir, nous a confirmé que la délégation, l'ancienne, avait démissionné ; nous l'avons annoncé au peuple. Et puis les gens ne voulaient plus partir. Alors l'ancien président avec le vice-président sont arrivés en voiture, nous n'avions rien vu. Mais tout à coup nous avons vu que les gens couraient, qu'ils donnaient des coups de pied, nous sommes allés voir et nous avons emmenés les deux au commissariat de police. La foule voulait les lyncher. Il nous ont passé les papiers, le secrétaire de mairie a établi un procès-verbal puis nous avons tout mis dans le coffre de la mairie. Après, nous avons emmené les deux au commissariat central à Alger, où nous avons fait établir un certificat attestant qu'ils étaient sains et saufs et n'avaient pas subi de mauvais traitements.

L. C. — Et qu'a fait la nouvelle délégation ?

A. K. — Nous avons préparé le référendum. Il y a eu 80 % de réponses positives. Nous sommes allés voir le sous-préfet à Blida, pour qu'il reconnaisse la nouvelle délégation, puis nous avons parlé avec lui des terres abandonnées.

L. C. — Avant d'aller plus loin, qui était ce sous-préfet ?

A. K. — Je ne sais plus son nom, mais il sortait de la prison d'Alger.

Nous lui avons dit que nous voulions faire des coopératives pour les terres abandonnées. Mais il nous a demandé d'attendre qu'il y ait un ministre de l'Agriculture. En attendant, il fallait remettre les terres à ceux qui voulaient les travailler, provisoirement. L'ancienne délégation, elle, demandait 20.000 francs de location pour l'hectare, mais après il ne restait plus rien aux gens pour cultiver. Il y en a qui ont essayé, ils n'ont pas pu. Et puis ils ne disaient pas qu'il y avait des terres.

Nous avons fait des affiches, posées partout dans les cafés. Nous avons constitué un comité agricole, avec un Français d'Algérie comme conseiller, pour dire aux gens comment il fallait faire. Que celui qui avait un peu d'économies ne prenne pas dix hectares qu'il ne pourrait pas cultiver.

Chez nous, il y a beaucoup de maraichers ; avant c'était tous des Européens, surtout des Espagnols, les patrons. Ils faisaient des artichauts, des haricots, des tomates qui étaient exhortés. Avant, ces terres étaient des habous (3), pour la pâture tout le monde y allait. Les premiers colons sont venus en 1910. On leur a donné la terre par l'inter-

Il doit y avoir les trois quarts des Européens qui sont partis, la plupart étaient avec l'O.A.S.

Puis nous avons aussi formé une milice populaire avec des travailleurs, des jardiniers, des mécaniciens, avec des fusils de chasse. Le soir, ils faisaient des patrouilles avec la police. Trois jours après, il y avait quinze arrestations pour vols. La plupart des méfaits avaient cessé, les réquisitions n'existaient plus.

L. C. — Mais est-ce qu'il n'y avait pas des mal logés à Castiglione ?

A. K. — Si, mais la municipalité colonialiste, pas encore la délégation de la Willaya IV, les avaient installés après le cessez-le-feu dans une cité. Elle n'est pas finie, il manque l'électricité.

L. C. — La nouvelle délégation a fait autre chose ?

A. K. — Oui pour les nécessiteux, car il y a pas mal de familles avec beaucoup d'enfants où il n'y a pas de salaire. Alors, après la décision du Bureau politique, ils n'ont plus payé de loyer, les impôts ont tous été suspendus. Et puis le sous-préfet nous avait demandé de faire des rapports. Alors nous avons reçu des bons pour aller chercher des dons qui arrivaient à Alger de divers pays, de l'Amérique, des pays de l'Est. Après mon départ, j'ai appris que l'Amérique voulait prendre en charge 5.000.000 de personnes dans toute l'Algérie. Et puis la Willaya IV avait donné les écoles à des instituteurs coraniques, nous les avons renvoyés et préparé les écoles pour la rentrée du 15 octobre.

L. C. — Les bateaux de pêche sont ressortis ?

A. K. — Les propriétaires, Siciliens souvent, les ont vendus. Mais personne n'avait les 600.000 francs qu'il fallait pour un bateau avec les filets, alors ils se sont mis à dix, une espèce de coopérative, et ils ont racheté les bateaux. Ils se partagent le prix du poisson qu'ils vendent à la conserverie et le reste du poisson aussi.

L. C. — Que sont devenues les maisons des Européens qui sont partis et qui n'étaient plus réquisitionnées ?

A. K. — Ils ont pu les louer, soit par des amis à eux qui étaient restés, ou par une agence.

L. C. — Quels étaient les rapports entre le Bureau politique et le Comité de vigilance ?

A. K. — Les frères nous avaient bien dit qu'il ne fallait pas diriger nous-mêmes les affaires. Mais surtout ce que nous devions faire, c'était surveiller, conseiller, travailler pour les intérêts de tous. Nous avons reçu des consignes générales, mais nous étions autonomes.

Et puis je voudrais ajouter ; là-bas, la formation politique de la population est bien meilleure. Ici, les gens se préoccupent surtout de voir supprimer la cotisation. Ici, il y a de bons militants et en dehors il y a peu de chose, là-bas tout le monde veut participer, faire quelque chose.

(3) Fondation à caractère religieux du droit islamique.